



RETRAIT DE LA « LOI TRAVAIL » GRÈVE ET MANIFESTATIONS LE 9 AVRIL

À plus de 7 000 dans le Maine et Loire, à 1 200 000 dans 260 villes de France, les étudiant-es, lycéen-nes, les salarié-es, les privé-es d'emploi, les retraité-es ont manifesté le 31 mars pour dire :

« Retrait de la loi El Khomri. »

**Dans de nombreux secteurs du public comme du privé, la grève a été significative.
Non seulement la mobilisation contre ce projet de loi ne faiblit pas, mais elle se renforce !**

Le gouvernement doit entendre ces centaines de milliers d'étudiant-es, de lycéen-nes, de salarié-es, de privé-es d'emploi et de retraité-es mobilisés depuis le 9 mars et massivement ce 31 mars.

Il doit entendre tous les citoyen-nes qui s'expriment, 70% de la population estime en effet, qu'il faut retirer le texte, qu'il n'est pas amendable, sa philosophie globale restant inchangée.

Contrairement à certains, nous ne considérons pas que ce projet de loi soit « porteur de progrès pour les jeunes et les salariés ». C'est très exactement l'inverse.

- ▶ La « loi Travail » représente une régression de plus d'un siècle de la législation sur le travail. En inversant la « hiérarchie des normes », elle permettrait à chaque entreprise, maniant le chantage à l'emploi, de fabriquer son propre code.
- ▶ La « loi Travail », c'est un « permis de licencier » pour les pa-

- trons, des heures supplémentaires moins bien payées, la fin des 35 heures, la médecine du travail sacrifiée...
- ▶ Avec la loi travail, la fin du CDI se profile, c'est la généralisation de la précarité qui s'organise, vieille revendication patronale.

Quel avenir pour la jeunesse si nous laissons passer ce projet de loi ?

Si les salariés du privé sont directement visés par la « loi travail », il faudrait être bien naïf pour penser qu'elle ne trouverait pas de prolongement dans la fonction publique.

Ce projet de loi s'il venait à passer serait précurseur de nouveaux coups contre le statut de la fonction publique déjà mis à mal par les réformes qui touchent tous les corps de fonctionnaires.

Le gouvernement doit retirer son projet de loi.

Les Unions Départementales CGT et FO, les organisations syndicales FSU et Solidaires, les organisations étudiantes et lycéennes UNEF et UNL de Maine et Loire, qui ont décidé de combattre ensemble jusqu'au retrait du projet de loi, **appellent les étudiants, lycéens, salariés à se réunir dans les bureaux, dans les ateliers, dans les établissements, dans les lycées et les universités, avec leurs organisations syndicales pour préparer les mobilisations à venir.**

Par cette démarche, elles comptent poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir

**le retrait du projet de loi travail
et conquérir de nouveaux droits sociaux.**

D'ores et déjà, elles appellent à la grève et à la manifestation

le samedi 9 avril

à Angers place du ralliement à 10 h 30

à Cholet, place Travot à 10 h 30

à Saumur, entre les 2 ponts av. du G^{al} de Gaulle à 10 h 30